



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Répartition académique des suppressions de postes: acharnement contre l'école primaire

Le ministère vient de communiquer aujourd'hui, lors du Comité technique ministériel, la répartition académique des 5 700 suppressions de postes programmées dans le primaire pour la prochaine rentrée scolaire. Le projet ne fait pas dans la dentelle. Le couperet tombe dans toutes les académies, sauf la Guyane. Elles doivent toutes rendre des postes quelle que soit l'évolution du nombre d'élèves. Le ministère s'acharne contre l'école primaire alors même que l'OCDE pointe la faiblesse du taux d'encadrement du premier degré. La rue de Grenelle présente ainsi un triste bilan à contre-courant de toutes les recommandations, dont celle, dernièrement, du Haut Conseil à l'Education préconisant que le primaire bénéficie en priorité de moyens.

L'équation s'annonce dévastatrice pour les élèves et leurs enseignants. Si l'engagement de Nicolas Sarkozy de maintenir le même nombre de classes à la rentrée prochaine est tenu, une purge se prépare sur tous les postes « hors classe » : moyens de remplacement, emplois d'animateurs TICE et de langues vivantes, aide spécialisée aux élèves en difficulté (RASED) et scolarisation des moins de trois ans.

Luc Chatel a placé son bilan éducatif sous le signe de la personnalisation. Aujourd'hui, les masques doivent tomber. Avec toujours moins d'enseignants, ce « sur-mesure » pédagogique n'est que de la poudre aux yeux. Dans les écoles, ce sont d'abord les élèves les plus fragiles qui payent le prix fort de cette politique absurde. Le noyau dur de l'échec scolaire ne se réduit pas comme le montre notamment la dernière enquête CEDRE que le ministère a cherché à dissimuler.

Alors que le budget n'est pas encore voté, les organisations syndicales ont unanimement refusé de consulter ce projet dont les documents préparatoires n'ont été remis que ce matin et non 8 jours avant comme le prévoit la réglementation. Toutes les organisations syndicales ont quitté la séance. Un nouveau CTM devra être convoqué en janvier.

D'ores et déjà, le SNUipp-FSU appelle les enseignants des écoles à se mobiliser massivement, aux côtés des parents, pour s'opposer aux fermetures de postes qui seront annoncées lors des opérations de carte scolaire début 2012. Il proposera, dès janvier, à l'ensemble de ses partenaires, de nouvelles étapes de mobilisation unitaires.

Paris, le 16 décembre 2011